



## **Refusons de distribuer les kits JO dans nos écoles !**

### **Rassemblement le mercredi 15 mai à 11h devant la DSDEN de l'Hérault**

Pourquoi nous refusons de les distribuer ?

Ces livrets dits « pédagogiques » débutent par trois textes politiques sous forme de lettres signées par M. Macron, M. Attal et Mme Oudéa Castéra. Le contenu du livret n'est pas du tout adapté aux plus jeunes élèves, à peine lecteurs. Les textes sont longs, le vocabulaire est très compliqué et le contenu est peu en lien avec les apprentissages de nos élèves. Ces textes ne s'adressent-ils pas plutôt aux parents ? A la fin du livret, une pièce de 2€, dont nous cherchons le sens, l'utilité et le lien avec notre mission d'instruction, d'éducation morale et civique, de pédagogie pour nos élèves.

L'argent sert à acheter. Acheter quoi ? Qui ? Un électorat ? Une population que l'on espère présente en masse à un événement devenu davantage « vitrine commerciale » que sportif ?

Pourquoi choisir le canal de l'école publique pour distribuer de l'argent aux enfants ? Il s'agit là d'un « cadeau souvenir » d'un événement auquel la grande majorité de nos élèves et de leurs familles ne participeront pas, et dont nous constatons les dérives liées à sa marchandisation : prix exorbitant des places, évictions et déplacements forcés des étudiant-es, des sans-abris, atteintes aux droits des salarié-es...

Quelles sont les valeurs sportives véhiculées par une pièce de monnaie ?

Nos règlements intérieurs interdisent de laisser les élèves disposer d'objets précieux ou d'argent dans les cartables afin d'éviter les problèmes de perte, d'échanges inappropriés ou de vol.

Quelle légitimité, quelle crédibilité pour un-e enseignant-e qui donne de l'argent à ses élèves, de la part du Président, dans un cadre scolaire ?

A l'heure où l'école publique souffre cruellement du manque de moyens humains et matériels, empêchant notre travail et l'apprentissage de nos élèves (classes surchargées, enseignant-es et AESH non remplacé-es, inclusion scolaire sans moyens), on découvre que de l'argent, il y en a : 16 millions d'euros ont été dépensés pour cette opération de propagande !

Comble du mépris, on va utiliser cet argent pour « payer » les élèves ! Cette manœuvre politique va à l'encontre des valeurs de l'école publique, laïque et gratuite qui ne doit en aucun cas servir de relai à des communications politiciennes ou commerciales.

Alors que faire ?

Nous décidons de refuser cette instrumentalisation sur fond de destruction méthodique des services publics en général, de l'école publique et de mépris de ses personnels en particulier.

**C'est pourquoi nous appelons les équipes qui le souhaitent à venir restituer ces kits en les déposant à la DSDEN de l'Hérault le mercredi 15 mai à 11h**